

Section des Bouches du Rhône

Marseille, le 1^{er} décembre 2014

Messieurs,

Nous n'aborderons pas au cours de cette réunion les problèmes qui sont évoqués habituellement par nos bureaux nationaux.

Bien qu'étroitement liée à ceux-ci, la situation catastrophique des services de la DRFiP des BdR se doit d'être dénoncée avec la plus grande vigueur :

- l'absence de revalorisation de leur rémunération, la réforme des régimes indemnitaires et des remboursements de frais entraînent une perte considérable de pouvoir d'achat chez les agents des finances publiques. Le récent conflit des évaluateurs des domaines en est un exemple flagrant. CHORUS frais de déplacement est une ineptie de plus !
- de nouvelles suppressions d'emplois alors que les services sont exsangues et qu'il manque sur le département près d'une centaine de cadres B et C non affectés aux derniers mouvements
- la déclinaison au plan local de la démarche stratégique au travers de l'ASR et de ses fusions et suppressions de services, nous inspire les pires craintes quant aux conditions de travail des personnels et du service public au citoyen
- la réduction des périodes d'accueil est un constat d'échec cuisant pour la DG qui surtout ne solutionne rien. Il est regrettable que vous ne puissiez assister à la réception du public ce vendredi pour vous en rendre compte !
- la revitalisation du site de Sainte Anne qui devait être exemplaire en matière de dialogue social tourne à la farce sinistre ou cynique... Dans ce cas comme dans bien d'autres, nous avons le net sentiment que les agents et leurs représentants sont pris pour des imbéciles.
- puisque nous en sommes au dialogue social, cette direction est exemplaire par l'absence récurrente de la directrice que nous ne rencontrons qu'à l'occasion de visites de représentants de la DG comme c'est le cas aujourd'hui. Pourtant toutes les décisions engageant l'avenir de notre direction sont prises par elle, alors que nous n'avons pour interlocuteurs seulement ses collaborateurs... Ce manque total de transparence relève du plus profond mépris.
- mépris aussi lorsque des engagements sont pris tant au niveau local que national et ne sont pas suivis d'effets (pérennisation de l'antenne d'Aix, audience auprès du directeur général accordée mais non tenue à ce jour)

- enfin, les conditions de travail et la pression mise sur l'ensemble des personnels nous inspirent les pires inquiétudes et sont dénoncées à chaque réunion (CAPL, CTL, CHSCT...) sans que cela ait un effet positif. Va-t-il falloir attendre de nous trouver dans la situation de France Télécom ou de Renault pour que l'administration en prenne conscience réellement

Il nous semble indispensable de vous préciser que cette liste est loin d'être exhaustive...